



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18-21 novembre 2024

Distribution: générale

Point 4 de l'ordre du jour

Date: 18 octobre 2024

WFP/EB.2/2024/4-B

Original: anglais

Questions de politique générale

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Mise à jour de la politique en matière de repas scolaires

Projet de décision*

Le Conseil approuve le document intitulé "Mise à jour de la politique en matière de repas scolaires" (WFP/EB.2/2024/4-B).

1. Introduction

1. Les programmes nationaux de repas scolaires peuvent aider le monde à relever certains des défis les plus importants en matière de développement auxquels il est confronté en ce XXI^e siècle. Ces programmes permettent aux enfants d'acquérir l'éducation, véritable sésame pour sortir de la pauvreté et entrer dans un monde de nouvelles possibilités, et aux gouvernements de réformer le système alimentaire dans son ensemble. L'amélioration de l'accès aux repas scolaires pourrait accélérer le développement humain, favorisant ainsi une croissance plus dynamique, plus durable et plus inclusive dans les pays.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

Mme C. Burbano
Directrice
Service chargé des repas scolaires
et de la protection sociale
courriel: carmen.burbano@wfp.org

M. P. Holtsberg
Fonctionnaire principal chargé des politiques
concernant les programmes
Service chargé des repas scolaires et de la protection sociale
courriel: peter.holtsberg@wfp.org

2. Les gouvernements intensifient leur soutien en faveur de ce type de programmes, notamment en augmentant leurs contributions intérieures. La croissance de la Coalition pour l'alimentation scolaire témoigne de l'enthousiasme et de la volonté politique sans précédent dont bénéficie ce puissant moteur de développement. Le PAM appuiera ce mouvement mené par les gouvernements en guidant la réflexion conduite à l'échelle mondiale et en apportant une assistance technique et un appui opérationnel, en collaboration avec des partenaires. Il mettra à profit ses 60 années d'expérience en matière de soutien aux gouvernements, au cours desquelles 50 pays¹ en sont progressivement venus à prendre en main des programmes devenus autonomes, ce qui a fait des repas scolaires l'un des principaux outils utilisés par le PAM pour changer la vie de manière durable.
3. La politique du PAM en matière de repas scolaires a évolué et mûri pendant 20 ans, de sorte qu'il s'agit de l'un des domaines d'activité les mieux documentés et les plus solidement ancrés dans des éléments factuels (voir la figure 1). La présente mise à jour, qui remplace la politique de 2013², vise à institutionnaliser le rôle de chef de file mondial joué par le PAM, en positionnant la Coalition pour l'alimentation scolaire comme l'élément moteur de l'action menée à l'échelle planétaire. Elle vise aussi à mieux cibler l'approche adoptée par le PAM vis-à-vis des repas scolaires en faisant fond sur les données factuelles les plus récentes et les bonnes pratiques, et à donner suite aux constatations et aux recommandations issues d'une évaluation stratégique qu'avait réalisée le PAM en 2021³.
4. Trois réorientations stratégiques sont prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la présente politique actualisée:
 - i) Le PAM consolidera sa façon de travailler et de fonctionner en partenariat, affinera ses capacités pour pouvoir sensibiliser et rassembler, et jouera un rôle de catalyseur aux niveaux mondial, régional et national.
 - ii) Le PAM renforcera sa collaboration avec les gouvernements afin d'inscrire encore davantage ses interventions dans la durée, ce grâce à une meilleure compréhension des priorités et des problèmes des pays ainsi qu'à l'adoption d'une approche systémique, fondée sur des données factuelles, pour renforcer les systèmes nationaux et les mécanismes de financement.
 - iii) Le PAM perfectionnera son mode d'exécution des programmes de repas scolaires en veillant à améliorer l'intégration, la cohérence et la qualité de leur mise en œuvre, en mettant davantage l'accent sur les effets de l'alimentation et du style de vie sur le bien-être et la nutrition, en développant la capacité à intervenir dans les situations d'urgence humanitaire et les contextes fragiles, et en renforçant l'approche adoptée vis-à-vis de la transformation des systèmes alimentaires et de la mise en œuvre d'une action climatique.

¹ Analyse et données internes du PAM (non publiées).

² PAM. 2013. *Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire: Promouvoir l'innovation pour favoriser la prise en main des programmes par les pays.*

³ PAM. 2020. *Strategic Evaluation of the Contribution of School Feeding Activities to the Achievement of the Sustainable Development Goals.*

2. Des crises à la formation d'une coalition: l'évolution d'une priorité politique

5. En 2009, compte tenu de l'intérêt accru manifesté par les gouvernements pour les repas scolaires après la crise financière mondiale de 2008, la Banque mondiale et le PAM ont publié un rapport intitulé *Repenser l'alimentation scolaire*⁴. Dans ce rapport, qui a fait date, il était confirmé que les programmes de repas scolaires constituaient à la fois des filets de sécurité efficaces pour les personnes et les communautés pendant les crises et un investissement à long terme dans le capital humain, et avaient des effets positifs sur l'éducation, la nutrition et le développement économique local.
6. Les constatations formulées dans ce rapport ont étayé la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire de 2009⁵, qui a été actualisée en 2013⁶, à la suite de son évaluation⁷. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en 2015, établissait des liens entre les repas scolaires et au moins huit des objectifs de développement durable (ODD)⁸.
7. En 2017, dans le document intitulé *Disease Control Priorities*⁹, la Banque mondiale a proposé une nouvelle donne: tout en confirmant que les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant étaient cruciaux, les auteurs du rapport jugeaient qu'il fallait également investir davantage dans les 7 000 jours suivants. Ces constatations ont conduit à préconiser l'adoption d'une approche dite des "8 000 jours" du développement de l'enfant. En conclusion, il était indiqué qu'il était essentiel d'assurer en milieu scolaire une série d'interventions axées sur la santé et la nutrition, notamment la distribution de repas scolaires, pour aider les enfants et les adolescents à réaliser pleinement leur potentiel.
8. Dans son rapport intitulé *La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, le PAM estimait qu'un nombre record de 388 millions d'enfants avaient bénéficié des programmes nationaux de repas scolaires en 2020¹⁰. Ce résultat était le fruit des actions menées pendant une dizaine d'années par les gouvernements et les partenaires de développement, et notamment: les initiatives du Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim établi au Brésil¹¹; l'élan donné par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que par la mobilisation régionale menée par l'Union africaine et les réseaux interrégionaux, comme le réseau régional de l'Amérique latine pour les repas scolaires, mis en place par le Gouvernement brésilien en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et le forum annuel sur les repas scolaires de la Fondation mondiale pour la nutrition des enfants.

⁴ Bundy, D.A.P., et al. 2009. *Repenser l'alimentation scolaire: Filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation*.

⁵ "Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire" (WFP/EB.2/2009/4-A).

⁶ PAM. 2013. *Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire: Promouvoir l'innovation pour favoriser la prise en main des programmes par les pays*.

⁷ PAM. 2011. *WFP's School Feeding Policy: A Policy Evaluation Vol. 1 Full Report*.

⁸ L'objectif de développement durable (ODD) 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 10 (Inégalités réduites) et l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).

⁹ Bundy, D.A.P., et al. 2017. *Child and Adolescent Health and Development. Disease Control Priorities (third edition), Volume 8*.

¹⁰ PAM. 2020. *La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*.

¹¹ Le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim a été créé au Brésil en 2011 en partenariat avec le Gouvernement brésilien.

9. Début 2020, à peine le PAM venait-il de lancer sa stratégie décennale en matière d'alimentation scolaire, fondée sur une quantité croissante d'éléments factuels relatifs aux repas scolaires¹², que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) est venue tout remettre en question.
10. La fermeture des établissements scolaires en 2020 a aggravé la crise mondiale préexistante en matière d'apprentissage¹³ et empêché 1,6 milliard d'enfants d'accéder à l'éducation. Elle a également privé 370 millions d'enfants de repas scolaires¹⁴, compromettant l'apprentissage, la santé et la nutrition des générations futures.
11. En 2021, un groupe de pays appuyés par le PAM se sont alliés pour réinstaurer les programmes de repas scolaires et les transposer à plus grande échelle au niveau mondial. Le point culminant de cette entreprise a été le lancement de la Coalition pour l'alimentation scolaire lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021.
12. La Coalition a permis d'obtenir des résultats notables. Coprésidée par la France, la Finlande et le Brésil, elle comptait, en septembre 2024, 102 États membres et 124 partenaires de développement, qui œuvrent de concert pour faire en sorte que, d'ici à 2030, chaque enfant reçoive chaque jour un repas sain et nutritif dans son établissement scolaire. Fonctionnant comme un "réseau de réseaux" novateur et constituant un moyen d'action multilatérale extrêmement efficace¹⁵, la Coalition aide les États membres à honorer leurs engagements et à résorber les goulets d'étranglement qui entravent la conception et la mise en œuvre des programmes, grâce à des initiatives menées par des partenaires.
13. Entre 2020 et 2022, les pays ont étendu leurs programmes afin de nourrir 30 millions d'enfants supplémentaires, faisant ainsi distribuer chaque jour des repas à 418 millions d'écoliers, soit davantage qu'avant la pandémie. À l'échelle mondiale, le montant annuel des investissements consacrés aux repas scolaires a augmenté de 5 milliards de dollars É.-U. pour atteindre 48 milliards de dollars sur la même période¹⁶. Les programmes de repas scolaires sont en expansion dans toutes les régions où le PAM exerce ses activités, et 98 pour cent de leur coût sont couverts par les budgets nationaux¹⁷.
14. Des progrès considérables ont certes été accomplis, mais ils sont répartis de manière inégale. Quelque 18 pour cent des écoliers dans les pays à faible revenu reçoivent des repas scolaires, contre 39 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 48 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure¹⁸. La couverture est souvent la plus faible là où les besoins sont les plus importants. Il est nécessaire, à l'échelle mondiale, de se montrer plus ambitieux pour élargir la marge budgétaire à la disposition des pays à faible revenu, tirer parti des mécanismes de financement novateurs et accroître la capacité de ces pays à élaborer et à mettre en œuvre des programmes nationaux de repas scolaires puis à les étendre.

¹² PAM. 2020. *Donner une chance à tous les écoliers: Travailler en partenariat pour améliorer la santé et la nutrition en milieu scolaire en vue de développer le capital humain – Stratégie du PAM en matière d'alimentation scolaire pour 2020-2030*.

¹³ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Fonds des Nations Unies pour l'enfance et PAM. 2023. *Apprendre et s'épanouir: Santé et nutrition scolaires dans le monde*.

¹⁴ PAM. 2020. *La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*.

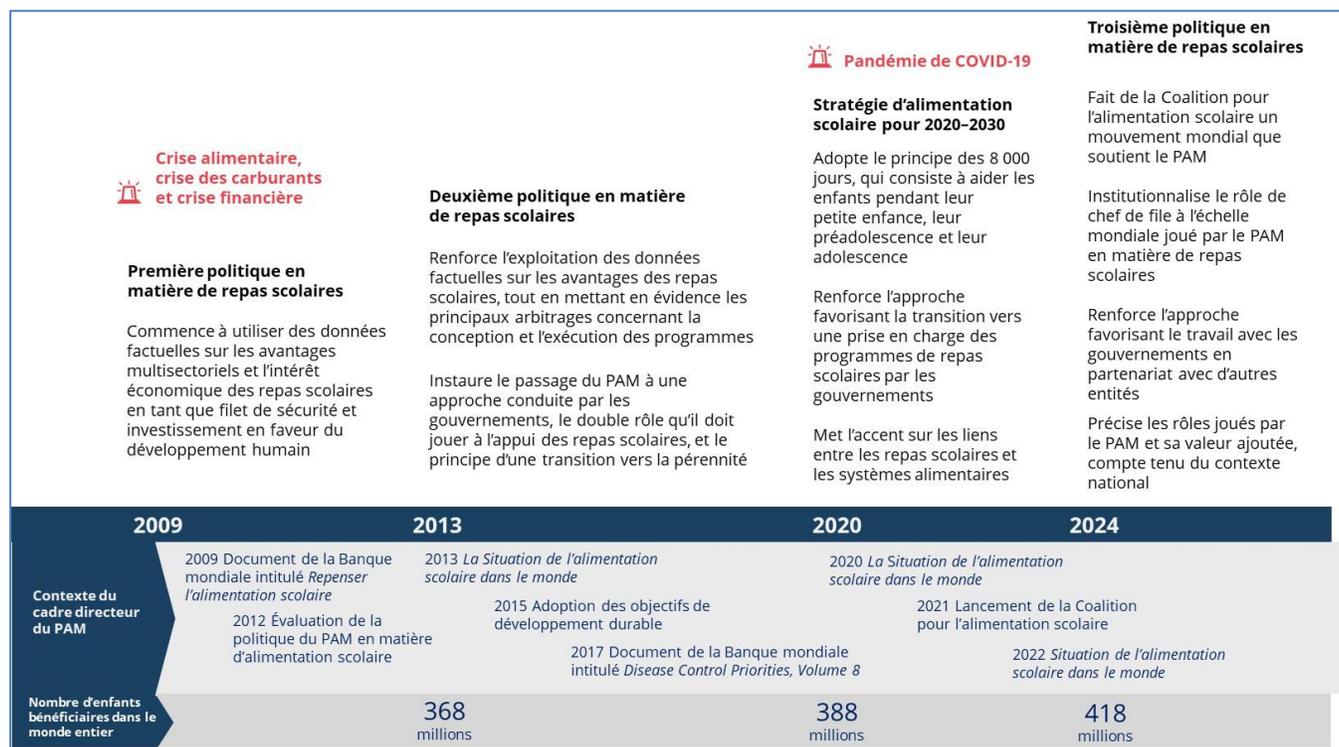
¹⁵ Ministère finlandais des affaires étrangères. 2023. *Review of the process leading to the formation of the School Meals Coalition*.

¹⁶ PAM. 2022. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

Figure 1. Évolution de la politique du PAM en matière de repas scolaires



3. Position de principe du PAM: les repas scolaires considérés comme une plateforme multisectorielle de développement durable

15. Sur la base des éléments factuels disponibles aujourd'hui, le PAM est convaincu que les programmes de repas scolaires sont des interventions qui donnent des résultats dans au moins cinq secteurs interdépendants: les secteurs de la santé, de la nutrition et de l'éducation, ce qui peut favoriser l'égalité femmes-hommes et multiplier les effets positifs pour ce qui est du développement du capital humain, et les secteurs de la protection sociale et de l'agriculture locale, ce qui peut accroître les avantages tirés des investissements communautaires. Les repas scolaires sont également un dispositif efficace pendant et après les chocs et les situations d'urgence¹⁹.
16. D'autres effets positifs – comme ceux qui sont liés à la reconstruction après un conflit, au développement des communautés, à la cohésion sociale, aux contributions à la paix²⁰ ou aux possibilités de faire progresser la protection de l'environnement et l'action climatique²¹ – restent à quantifier, mais il est probable qu'ils accroissent notablement la rentabilité globale. La position de principe du PAM est exposée ci-après pour chaque secteur.

¹⁹ Ibid.

²⁰ PAM. 2022. *Peace, Conflict and School Feeding: Technical Briefing Note* (non publiée).

²¹ Pastorino, S., et al. 2023. *School meals and food systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity and food sovereignty*.

3.1. Protection sociale

17. Au niveau mondial, les repas scolaires constituent l'une des interventions de protection sociale les plus répandues et les plus importantes, que l'Organisation internationale du Travail place parmi les stratégies permettant d'assurer aux enfants une sécurité de revenu²². Les repas scolaires peuvent:
- Renforcer la résilience des enfants et des familles confrontés à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à l'exclusion sociale et assurer une bonne nutrition, tout en préservant l'accès des enfants à l'éducation et en augmentant le montant des revenus à la disposition des familles.
 - Alléger la pression exercée sur le budget des ménages: les repas scolaires représentent entre 8 et 16 pour cent du revenu moyen des ménages les plus pauvres²³.
 - Contribuer à l'égalité femmes-hommes en ouvrant aux femmes de nouvelles perspectives – à l'échelle mondiale, les femmes assurent plus des trois quarts du travail de soin non rémunéré, ce qui a une incidence sur le potentiel de développement du capital humain et de croissance économique²⁴. Lorsque les enfants sont à l'école, les femmes peuvent exercer des activités rémunératrices qui apportent des revenus et contribuent à la sécurité alimentaire du ménage à long terme.

3.2. Éducation et égalité femmes-hommes

18. Il a été démontré dans une analyse que les programmes de repas scolaires étaient aussi efficaces que, par exemple, les interventions axées sur le développement de la petite enfance ou encore sur l'amélioration de la qualification des enseignants et de l'enseignement²⁵. Les repas scolaires peuvent:
- Faire augmenter les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire, en particulier pour les filles²⁶, et stimuler la capacité des enfants à se concentrer, à participer et à apprendre.
 - Aider les filles et les enfants qui sont exposés à de multiples formes d'exclusion et de discrimination²⁷ – ils contribuent à améliorer le niveau d'instruction des filles, réduisant le risque de mariage forcé ou précoce ou de grossesse précoce. D'après une étude réalisée en 2019, les programmes de repas scolaires sont l'une des deux interventions ayant la plus forte incidence sur l'équité et l'inclusion dans le domaine de l'éducation, l'autre étant les transferts monétaires assortis de conditions²⁸.

²² Organisation internationale du Travail. 2012. [Recommandation \(n° 202\) sur les socles de protection sociale, 2012](#), par. 5 b).

²³ Commission de l'éducation, Coalition pour l'alimentation scolaire et Initiative de financement durable. 2022. [School Meals Programmes and the Education Crisis: A Financial Landscape Analysis](#).

²⁴ Organisation internationale du Travail. 2018. [Prendre soin d'autrui: Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent](#).

²⁵ Angrist, N., et al. 2020. [How to Improve Education Outcomes Most Efficiently? A Comparison of 150 Interventions Using the New Learning-Adjusted Years of Schooling Metric](#). Document de travail 9450 consacré à la recherche sur les politiques.

²⁶ Ahmed, A.U., et del Ninno, C. 2002. [The Food for Education Program in Bangladesh: An Evaluation of Its Impact on Educational Attainment and Food Security](#). Discussion Paper no. 138. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

²⁷ Commission de l'éducation, Coalition pour l'alimentation scolaire et Initiative de financement durable. 2022. [School Meals Programmes and the Education Crisis: A Financial Landscape Analysis](#).

²⁸ UNESCO. 2019. [Une évaluation efficace pour la réalisation de la cible 5 de l'ODD 4: Égalité et inclusion dans l'éducation](#).

3.3. Santé et nutrition

19. L'ensemble des interventions en matière de santé et de nutrition à l'école, dont les repas scolaires constituent un élément essentiel, peut s'inscrire dans le prolongement des investissements importants déjà consacrés par les gouvernements aux 1 000 premiers jours de la vie de l'enfant, en consolidant les acquis initiaux et en offrant la possibilité de rattraper les retards de croissance remontant à la petite enfance pendant les 7 000 jours suivants²⁹. Les repas scolaires peuvent:
- Favoriser la prise de poids et la croissance, comme l'a prouvé l'étude systématique de Cochrane qui a analysé trois essais contrôlés aléatoires réalisés en Jamaïque, au Kenya et en Chine³⁰.
 - Rendre l'apport alimentaire en macronutriments et en micronutriments plus adéquat chez les enfants, grâce à des menus composés d'aliments sûrs, nutritifs et variés, et contribuer à réduire de jusqu'à 20 pour cent l'anémie ferriprive chez les filles³¹.
 - Accélérer l'instauration de l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des filles, si les repas scolaires sont accompagnés de programmes complémentaires axés sur les habitudes et les régimes alimentaires sains et sur les pratiques en matière de santé et d'hygiène, notamment la santé sexuelle et procréative, destinés tant aux filles qu'aux garçons.

3.4. Agriculture locale et systèmes alimentaires

20. Lorsqu'ils sont composés de produits achetés localement, les repas scolaires peuvent représenter un puissant moteur de la transformation des systèmes alimentaires. Dans la mesure où ils représentent 70 pour cent des systèmes alimentaires gérés par les pouvoirs publics, les repas scolaires fournissent une occasion unique de tirer parti des achats de produits alimentaires pour améliorer et raccourcir les filières locales et peser sur la façon dont les aliments sont produits, transformés, entreposés et consommés, et ce, à grande échelle³². L'existence de systèmes alimentaires efficaces est également déterminante pour la réussite de la mise en œuvre des programmes de repas scolaires utilisant la production locale³³, qui prévoient l'achat des denrées alimentaires chez de petits exploitants locaux. Ces démarches peuvent:
- Fournir des débouchés stables aux petits exploitants agricoles, ce qui peut contribuer à renforcer les filières locales, à améliorer les revenus et à favoriser le marché du travail local grâce à la création d'emplois dans les secteurs de la production, de la transformation, de la distribution et de la préparation des aliments – les repas scolaires

²⁹ Bundy, D.A.P., et al. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*.

³⁰ Kristjansson, B., et al. 2007. *School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged students (Review)*. Cochrane Database of Systematic Reviews, numéro de l'article: CD004676.

³¹ Adelman S., et al. 2019. *School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda*. *The Journal of Nutrition*, 149 (4): 659–666.

³² Pastorino, S., et al. 2023. *School meals and food systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity, and food sovereignty*.

³³ Aux fins de cette politique, le PAM se range à la définition figurant dans le manuel de référence sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale publié par la FAO et le PAM en 2018: l'alimentation scolaire utilisant la production locale "est un modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants des écoles des aliments sains, variés et nutritifs fournis par les petits exploitants locaux". Cependant, le PAM admet que l'interprétation de cette définition peut varier en fonction du contexte local. Au niveau des pays, il s'aligne sur la définition utilisée par les autorités nationales.

ont directement contribué à la création de 4 millions d'emplois dans 85 pays³⁴, 32 pour cent des programmes ayant été explicitement axés sur la création d'emplois à l'intention des femmes et 20 pour cent à l'intention des jeunes³⁵.

- Transformer les enfants en agents du changement en encourageant des préférences alimentaires plus saines qui reposent sur des menus nutritifs et variés, l'activité physique, des méthodes de cuisson propres et l'efficacité énergétique, un gaspillage alimentaire et des déchets d'emballage réduits au minimum, l'égalité femmes-hommes tout au long de la filière alimentaire et une éducation générale à l'alimentation.
- Donner la possibilité de privilégier les jeunes, les femmes et les populations autochtones qui, sinon, se heurtent à des obstacles pour accéder à l'émancipation économique. La sécurité alimentaire des écoliers et de leurs communautés se trouve améliorée grâce à l'accès à une alimentation sûre, variée et nutritive, y compris des aliments traditionnels et autochtones achetés localement et produits au moyen de pratiques d'agriculture régénérative dans des filières efficaces et résilientes face aux changements climatiques, qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre et encouragent des pratiques agricoles équitables pour les femmes, les hommes et les jeunes.

3.5. Faire face aux chocs et aux situations d'urgence

21. En cas de choc ou de crise, lorsque l'insécurité alimentaire a tendance à s'aggraver, les gouvernements et les autres acteurs, dont le PAM, peuvent y faire face en utilisant les programmes de repas scolaires tout en les intégrant à des programmes nationaux plus vastes de filets de protection sociale³⁶. Les repas scolaires peuvent:

- Être utilisés pour répondre aux besoins alimentaires essentiels, réduire la faim à court terme, favoriser la continuité des services éducatifs, assurer un transfert de revenus aux parents et aux aidants et inciter les familles à scolariser leurs enfants, les filles en particulier, tout en contribuant à renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix (ou nexus).
- Favoriser la réouverture des écoles après un conflit. Lorsqu'ils sont accompagnés de mesures visant à atténuer les risques en matière de protection et de prise en compte des risques de conflit présentés par la réouverture des écoles après un conflit (comme l'éclatement de la famille, le mariage précoce ou forcé, le travail des enfants et l'exploitation et les atteintes sexuelles ou fondées sur le genre), les repas scolaires peuvent susciter chez les enfants un sentiment de normalité et contribuer à l'instauration de conditions plus propices à l'apprentissage, donc à l'amélioration des résultats scolaires³⁷. L'établissement de partenariats avec les gouvernements pour fournir des repas scolaires dans des contextes de conflit est associé à des risques particuliers, mais ceux-ci sont atténués par un strict respect des principes humanitaires dans le cadre de l'alimentation scolaire, par exemple lors du choix des écoles et de la détermination de la couverture des établissements scolaires. L'accent peut aussi être mis sur l'intégration des enfants non scolarisés lors de la mise en œuvre de programmes de repas scolaires dans une situation d'urgence.

³⁴ PAM. 2022. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*.

³⁵ Fondation mondiale pour la nutrition des enfants. 2022. *Programmes de repas dans le monde: Résultats de l'enquête mondiale 2021 sur les programmes d'alimentation scolaire*.

³⁶ Bundy D.A.P., et al. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies*.

³⁷ PAM. 2022. *Peace, Conflict and School Feeding: Technical Briefing Note* (non publiée).

3.6. Quantifier et reconnaître ces multiples avantages

22. Les nombreux avantages des repas scolaires, et leurs effets potentiellement multiplicateurs, en font un investissement particulièrement fructueux, puisqu'il est estimé que chaque dollar investi se traduit par un retour sur le plan économique compris entre 7 et 35 dollars³⁸. Le caractère multisectoriel des programmes de repas scolaires signifie que les investissements doivent être considérés au regard de la somme des avantages qu'ils apportent (en tenant simultanément compte des effets positifs sur la nutrition et l'apprentissage et la protection sociale, par exemple) et non du point de vue de leur rapport coût-efficacité à court terme dans un seul secteur. Malheureusement, cette vision globale et systémique n'est pas encore la norme, ce qui se traduit par l'adoption d'approches sectorielles nuisant à la conception, à la mise en œuvre et au financement de ces programmes. Le PAM est bien placé pour aider à corriger ce défaut et il continuera d'œuvrer aux côtés des gouvernements et des donateurs pour assurer l'adoption d'approches multisectorielles. Dans le cadre de partenariats établis avec des institutions universitaires, le PAM participera à l'amélioration des méthodes de quantification de l'ensemble des avantages.

4. Vers un avenir plus durable: l'ambition et le rôle renforcé du PAM

4.1. Vision d'avenir et ambition du PAM

23. Le PAM agit en harmonie avec la vision d'avenir définie par les États membres alliés au sein de la Coalition pour l'alimentation scolaire, à savoir garantir à tous les enfants un accès à des repas sains et nutritifs à l'école. Le PAM est convaincu que le développement généralisé de programmes de repas scolaires promouvant une alimentation saine et durable peut contribuer à l'établissement de systèmes alimentaires inclusifs et résilients qui soient compatibles avec le bien-être humain, soutiennent l'économie locale et respectent les limites de la planète.
24. Le PAM continuera de réorienter son action de manière à passer à des programmes durables et pris en charge par les pays, qui utilisent la production locale et sont intégrés à un ensemble plus vaste de services sanitaires et nutritionnels. Plus spécifiquement, il travaillera aux côtés des gouvernements et des partenaires pour aider environ 100 millions d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim à accéder à des repas sûrs, variés et nutritifs à l'école³⁹.
25. Le PAM veillera à ce que les écoles s'occupant d'enfants exposés à l'insécurité alimentaire et à d'autres aspects intersectionnels de la pauvreté et de l'exclusion soient prioritaires dans le cadre des programmes qu'il gère. En cas de restrictions de ressources, il utilisera des outils d'évaluation de la vulnérabilité pour sélectionner les écoles avec l'appui des communautés. Il apportera aux gouvernements une assistance technique pour les aider à effectuer des arbitrages entre les différentes approches des programmes de repas scolaires, concernant notamment le ciblage et les conditions à remplir, susceptibles de garantir aux filles, aux garçons, aux enfants handicapés, aux enfants issus de communautés autochtones et aux autres enfants qui se heurtent à des désavantages, à des inégalités ou à des obstacles dans le domaine de l'éducation un accès équitable aux repas scolaires.

³⁸ Verguet, S., *et al.* 2020. [The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy](#), dans *Frontiers in Public Health*.

³⁹ Bundy, D.A.P., *et al.* *Re-estimating global school feeding program targets: How has the size of the global population of vulnerable school-age children changed post-COVID pandemic* (en attente de publication).

26. L'appui apporté par le PAM aux programmes de repas scolaires contribue à la concrétisation des effets directs stratégiques 1, 2, 3 et 4 de son Plan stratégique pour 2022-2025⁴⁰. L'approche suivie par le PAM est en harmonie avec les stratégies et politiques actuellement en vigueur⁴¹.

4.2. Objectifs de la politique du PAM

27. Les quatre objectifs institutionnels ci-après seront atteints au moyen d'activités et d'investissements réalisés aux niveaux mondial, régional et national.

28. Au niveau des pays, dans certains cas, le PAM parviendra à atteindre les objectifs uniquement en participant à l'établissement des politiques et en fournissant un appui technique. Dans d'autres, il s'impliquera davantage dans les opérations liées aux repas scolaires, en achetant et en fournissant les denrées et en intervenant directement auprès des enfants. En effet, l'objectif primordial de l'assistance du PAM est de favoriser la prise en main des activités par les autorités nationales, mais certains pays auront besoin d'être épaulés pour y parvenir.

29. Le PAM continuera de privilégier les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire, qui seront le groupe cible principal de ses opérations. Toutefois, dans certains cas (par exemple, lorsque le gouvernement demande un appui pour un groupe d'âge spécifique), en collaboration avec les partenaires appropriés, il apportera un appui aux élèves des écoles maternelles et secondaires, notamment en levant les obstacles rencontrés par les adolescents, filles et garçons, en matière d'accès à l'éducation, ainsi qu'aux enfants non scolarisés ou fréquentant des écoles qui ne sont pas contrôlées par les pouvoirs publics (par exemple, dans le contexte de l'éducation communautaire).

Objectif 1: Aider les gouvernements à élargir la portée des programmes de repas scolaires pris en main par les instances nationales et à en améliorer la qualité, en tant que moyen de favoriser le développement du capital humain et l'inclusion

30. Le PAM poursuivra sa transition qui consiste à passer d'un rôle d'exécutant des programmes à un rôle de catalyseur des efforts déployés par les pays, une part croissante de son portefeuille d'activités étant consacrée à aider les gouvernements à transposer à plus grande échelle des programmes de repas scolaires inclusifs pris en main par les instances nationales et qui contribuent à la réalisation des objectifs nationaux en matière de développement.

31. En aidant les gouvernements à élaborer des programmes de repas scolaires, souvent considérés comme faisant partie de la protection sociale, le PAM peut contribuer à favoriser l'obtention de résultats susceptibles de protéger les enfants et leur famille et à lutter contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'exclusion sociale et d'autres formes de discrimination. Les repas scolaires peuvent être associés à d'autres programmes d'assistance sociale, comme les bourses d'études, les transferts non assortis de conditions et les travaux publics, ce qui contribuera à renforcer leur impact⁴².

⁴⁰ PAM. 2022. *Plan stratégique du PAM pour 2022-2025*.

⁴¹ La stratégie en matière de nutrition visant à améliorer l'alimentation et à lutter contre la malnutrition (2024-2030), sur le point d'être publiée; la politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes (2022); la feuille de route pour l'inclusion du handicap (2020); la politique en matière de changement climatique (2017); la politique relative aux achats locaux et régionaux de produits alimentaires (2023); la politique en matière de transferts monétaires (2023); la politique en matière de protection sociale et de filets de sécurité (2022); la politique de renforcement des capacités des pays (2022); la politique en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (2023); la politique en matière de protection et d'obligation redditionnelle (2020); et le rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition (2014).

⁴² "Point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité: Le rôle de l'assistance alimentaire dans le domaine de la protection sociale" (WFP/EB.A/2012/5-A).

32. Afin d'améliorer la capacité d'apprentissage des enfants et d'accroître leurs chances de succès, le PAM collaborera avec des partenaires de différents secteurs, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en vue d'appuyer un ensemble complet d'activités axées sur la santé et la nutrition en milieu scolaire, et il en préconisera l'intégration dans les plans sectoriels.
33. Le PAM continuera de promouvoir un accès équitable à des repas nutritifs et variés pour les filles et les garçons, en recensant leurs besoins spécifiques et les obstacles auxquels ils font face pour accéder à l'éducation. Il tiendra compte des aspects intersectionnels de la pauvreté et de l'exclusion (sexe, genre, handicap, appartenance autochtone, appartenance ethnique et statut au regard de la migration et du déplacement) en évaluant et en s'employant à résoudre les risques en matière de protection, comme le mariage précoce, le mariage forcé et le mariage des enfants, la violence sexiste, la grossesse précoce, l'exploitation et les atteintes sexuelles, le travail des enfants et le recrutement dans des groupes armés.

Objectif 2: Améliorer la nutrition, la santé et le bien-être des enfants

34. En mettant l'accent sur l'approvisionnement alimentaire, l'environnement alimentaire et le comportement des consommateurs, les repas scolaires constituent une plateforme permettant de promouvoir une alimentation plus saine et de s'attaquer aux problèmes liés à l'accès à des aliments abordables et variés⁴³.
35. Des outils bénéficiant de l'appui du PAM, comme l'analyse visant à combler le déficit en nutriments ou les outils mis au point avec la FAO⁴⁴, seront utilisés pour aider les gouvernements à recenser les obstacles à une alimentation plus saine et à déterminer les interventions qui permettront d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs et variés.
36. En collaboration avec des partenaires, y compris en tirant parti de la collaboration établie avec la FAO pour l'élaboration de directives et de normes nutritionnelles applicables aux repas scolaires, le PAM appuiera la mise en place de solutions à faible coût susceptibles d'améliorer la valeur nutritionnelle des repas scolaires. Dans ce cadre, il mettra l'accent sur l'enrichissement des aliments⁴⁵ et sur l'utilisation d'outils pratiques pour évaluer la qualité nutritionnelle des repas scolaires. Il appréciera également la mesure dans laquelle ces programmes permettent aux membres des communautés, en particulier ceux qui se heurtent à des formes de discrimination intersectionnelles, d'accéder plus facilement et de manière équitable à des aliments sûrs, variés et nutritifs et d'en avoir une plus grande maîtrise.

⁴³ PAM. *Stratégie en matière de nutrition* (à paraître).

⁴⁴ Pour plus d'information, voir les [Normes de nutrition scolaire pour protéger le droit des écoliers à l'alimentation](#) (FAO).

⁴⁵ L'amélioration des régimes alimentaires représente la solution idéale pour s'attaquer aux déficiences en micronutriments, cependant, l'enrichissement des aliments et la supplémentation en micronutriments sont généralement reconnus comme des solutions de rechange efficaces et abordables lorsqu'il n'est pas possible d'améliorer les régimes alimentaires.

Objectif 3: Favoriser la transformation des systèmes alimentaires et l'action climatique

37. Le PAM collaborera avec des partenaires pour appuyer la conception de programmes et de politiques en matière de repas scolaires utilisant la production locale, qui contribuent à la transformation des systèmes alimentaires locaux. En tirant parti des achats locaux associés à des interventions menées du côté de l'offre, le PAM encouragera la mise en place de filières plus courtes, plus durables et plus inclusives, propres à fournir toute l'année aux écoles des aliments variés, sûrs, culturellement adaptés et nutritifs. Il favorisera la conception de programmes de repas scolaires respectueux de la planète⁴⁶ qui privilégient l'utilisation de la production locale, l'adoption de pratiques durables, notamment celles de l'agriculture régénérative, la promotion de la biodiversité, la contribution à l'atténuation des changements climatiques et l'utilisation durable d'énergie dans les écoles et tout au long des filières.
38. Les organismes ayant leur siège à Rome jouent un rôle particulier dans ce domaine. En collaborant, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le PAM peuvent appuyer l'utilisation de la production locale et promouvoir la transformation des systèmes alimentaires grâce à une meilleure coordination entre les acteurs des filières et à l'apport d'une assistance technique aux petits exploitants agricoles et aux autres acteurs locaux, en particulier les femmes, les jeunes et les populations autochtones. Les activités de renforcement des capacités porteront essentiellement sur les pratiques novatrices en matière de production, les intrants, les techniques de gestion après récolte, l'inclusion financière et l'accès aux marchés ainsi qu'aux crédits, à l'assurance et à l'information.
39. Conscient du rôle essentiel que jouent les femmes dans la filière alimentaire, en particulier dans la production et la préparation des aliments, principalement en tant que main-d'œuvre familiale non rémunérée, le PAM peut s'efforcer de démanteler les stéréotypes sexistes touchant les moyens d'existence liés à l'alimentation et la répartition des responsabilités relatives à l'alimentation au sein des écoles, des ménages et des communautés, y compris en reconnaissant officiellement, en rémunérant correctement et en répartissant équitablement les tâches liées aux programmes de repas scolaires. Pour garantir la prise en main par les autorités locales et la durabilité, le PAM épaulera les communautés locales et les dotera des moyens de participer activement à toutes les phases de la conception et de la mise en œuvre des programmes de repas scolaires.
40. En collaboration avec des partenaires, le PAM encouragera la mise en place d'infrastructures durables et l'accès à l'énergie dans les écoles, notamment pour ce qui est de la cuisson propre, de la préservation des aliments et de l'irrigation des jardins scolaires. Les services seront adaptés aux besoins des communautés locales. Les méthodes de cuisson efficaces et le recours aux énergies renouvelables non seulement permettent de réduire les dépenses consacrées aux combustibles, mais aussi contribuent à l'atténuation des changements climatiques et donnent la possibilité de générer des financements supplémentaires sur les marchés du carbone.

⁴⁶ Les programmes de repas scolaires respectueux de la planète correspondent à un nouveau concept évolutif qui désigne actuellement les programmes offrant équitablement aux enfants une alimentation saine et produite de manière à ne pas polluer ou surexploiter les ressources naturelles et à protéger la biodiversité (Pastorino, S. "Planet-friendly school meals: an opportunity to improve children's health and leverage food systems transformation", dans *The Lancet Planetary Health*, en attente de publication).

Objectif 4: Appuyer les interventions face aux chocs et aux situations d'urgence

41. Compte tenu de l'ampleur, de la durée et de l'intensité accrues des chocs et des situations d'urgence, le PAM continuera de mettre à profit ses capacités opérationnelles bien établies pour aider les gouvernements à utiliser les programmes de repas scolaires comme un moyen de se préparer et de faire face aux facteurs de perturbation. Les enseignements tirés des initiatives performantes qu'il a menées dans des pays comme Haïti, le Niger et la Somalie, éclaireront les futures démarches. Le PAM veillera à ce que les activités tiennent compte du contexte local et reposent sur des analyses de la problématique femmes-hommes et des questions relatives à la protection et aux conflits. De plus, il renforcera ses partenariats avec les intervenants dans les domaines de l'éducation et de la protection des enfants, notamment l'UNICEF et le FNUAP, aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de prévention et d'atténuation des risques.
42. Lorsqu'il interviendra dans des contextes fragiles ou des situations de conflit, le PAM appliquera une approche des repas scolaires qui tiendra compte de la situation, et notamment, il ne se limitera pas au principe consistant à "ne pas nuire" mais tirera parti des possibilités offertes d'atténuer les risques en matière de protection, comme la violence sexiste, l'exploitation et les atteintes sexuelles, les déplacements et l'éclatement des familles, l'exploitation, les abus, le recrutement dans les forces armées ou dans des groupes armés et la traite d'êtres humains, tout en contribuant à la paix et à la cohésion sociale.
43. Grâce aux repas scolaires, le PAM contribuera à la concrétisation de l'articulation entre l'action humanitaire, le développement et la paix, en collaborant avec des partenaires pour mettre en œuvre un ensemble intégré et inclusif de mesures d'appui. Il s'efforcera notamment d'adopter des démarches qui donnent la priorité aux enfants confrontés à des formes de discrimination intersectionnelles, notamment les enfants handicapés et ceux dont l'éducation a été interrompue, comme les enfants touchés par une crise et les enfants migrants ou réfugiés.

4.3. Approche du PAM en matière de partenariats stratégiques à l'appui du programme d'action relatif aux repas scolaires

44. La présente politique renouvelle l'engagement pris par le PAM d'assurer la direction à l'échelle mondiale du programme d'action relatif aux repas scolaires, en tirant parti de l'expérience acquise pendant 60 ans dans le cadre de l'appui apporté à plus d'une centaine de gouvernements, et en mettant à profit la dynamique enclenchée récemment dans ce domaine. Le PAM est l'organisme de référence pour les repas scolaires, aux niveaux mondial, régional, national et infranational, et il est considéré dans la plupart des cas comme une source fiable d'informations et de connaissances spécialisées par les gouvernements et les partenaires.
45. Le PAM continuera de défendre ce programme d'action, mais il ne peut pas faire et ne fera pas tout, tout seul. Les gouvernements et les communautés ont besoin d'un éventail de partenaires, notamment la société civile, le secteur privé, les entités des Nations Unies et les établissements universitaires, qui peuvent leur apporter un soutien multisectoriel et intégré dans divers domaines techniques. Le PAM s'emploiera activement à associer d'autres intervenants aux repas scolaires, en tirant parti des atouts et du savoir-faire des partenaires, en repérant les lacunes, en réunissant différents acteurs et en invitant à recourir à des solutions collectives et à des processus de planification multisectoriels pour faire face aux problèmes recensés.

46. Dans un contexte de réduction des ressources, le PAM établira un ordre de priorité pour les actions à mener selon le cadre stratégique présenté dans les paragraphes suivants, lequel définit trois rôles stratégiques. Appliquant une approche institutionnelle, le PAM mobilisera capacités et ressources aux niveaux mondial, régional et national en fonction du contexte, compte tenu des atouts particuliers qui sont les siens ainsi que de la disponibilité et des capacités de ses partenaires. Il investira dans le renforcement des capacités stratégiques de ses effectifs et continuera de s'appuyer sur les partenariats établis avec toutes les parties prenantes au sein de la Coalition pour répondre aux besoins des programmes nationaux. Il poursuivra sa collaboration avec les gouvernements et les partenaires afin d'améliorer les échanges entre pays, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ce qui nécessitera de partager les meilleures pratiques et les données d'expérience aux niveaux mondial, régional et local. Le PAM s'efforcera de mettre en place une coopération régionale coordonnée et efficace en tirant parti des capacités des réseaux régionaux.

Rôle stratégique 1: Accueillir la Coalition pour l'alimentation scolaire et promouvoir un mouvement de soutien mondial

47. Le PAM continuera de favoriser le développement de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Sous la houlette des coprésidents et des pays membres de la Coalition, il continuera d'en accueillir le Secrétariat, principalement en créant une équipe spéciale au Siège, avec l'appui des bureaux régionaux et des bureaux de pays. Le Secrétariat est chargé de la coordination et de la gestion générales de la Coalition, et il lui incombe notamment de veiller à ce qu'elle soit accessible aux pays quel que soit leur niveau de revenus et à ce que ses membres et ses initiatives soient informés, connectés et dotés du matériel nécessaire pour être en mesure de contribuer à la réalisation des objectifs convenus. Le Secrétariat sera le principal vecteur de la fourniture d'un appui concernant spécifiquement les repas scolaires aux pays se joignant à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, et il continuera d'assurer la coordination avec d'autres initiatives comme la Coalition d'action pour des régimes sains issus de systèmes alimentaires durables pour les enfants et pour tous, et la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones. La Coalition bénéficiera de l'engagement politique du PAM aux niveaux les plus élevés, de son infrastructure mondiale et de son rôle de facilitateur des travaux menés par ses partenaires, un rôle qui est reconnu et dont il s'acquitte avec sérieux et souplesse.

➤ Pour bien remplir ce rôle, il faut:

- une augmentation du nombre de pays, tous niveaux de revenus confondus, qui s'engagent en faveur du programme de repas scolaires, un renforcement de leur collaboration et un environnement propice à l'accroissement de la marge de manœuvre budgétaire, y compris des sources de financement novatrices;
- un accroissement du nombre de partenaires apportant aux gouvernements une assistance technique et un appui aux politiques plus efficaces, selon une approche multisectorielle;
- un renforcement des partenaires régionaux qui jouent un rôle de premier plan dans la définition des politiques et des priorités, notamment l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Agence de développement de l'Union africaine, la Communauté de l'Afrique de l'Est et autres entités.

- Pour cela, il faut faciliter des réorientations stratégiques majeures et l'acquisition de connaissances concernant:
 - *l'instauration de liens entre différents secteurs cloisonnés et le positionnement des repas scolaires comme une plateforme multisectorielle*: plusieurs secteurs doivent collaborer pour que les programmes de repas scolaires fonctionnent, aucun secteur ne pouvant se prévaloir de la responsabilité intégrale de ces programmes. Cet aspect constitue un avantage, car il encourage les divers secteurs à travailler main dans la main pour obtenir des résultats mutuellement bénéfiques, mais il soulève également des difficultés, imputables aux problèmes inhérents à la coordination multisectorielle. Le PAM appuiera les mesures prises dans différents secteurs par l'intermédiaire d'un vaste réseau de gouvernements et de partenaires, montrant ainsi qu'il est possible d'avancer conjointement;
 - *le soutien aux partenaires, y compris en leur faisant parvenir des ressources, afin qu'ils puissent jouer un rôle de premier plan dans des domaines essentiels*: lorsqu'il ne possède pas de connaissances spécialisées, ou dans les pays où il n'est pas présent, le PAM s'emploiera à aider d'autres acteurs à apporter le soutien nécessaire. Il s'agit notamment d'appuyer les quatre initiatives de la Coalition qui sont axées sur la recherche, le financement, les données et l'ancrage local (ou localisation) en apportant des fonds et un soutien technique et en assurant la coordination⁴⁷. Les connaissances spécialisées et l'assistance technique apportées par ces initiatives – qui sont elles-mêmes des réseaux de partenaires – sont rassemblées et mises à la disposition des gouvernements, quel que soit leur niveau de revenus, ce qui augmente l'ampleur du soutien offert aux pays déterminés à mettre en œuvre des programmes de repas scolaires.

Rôle stratégique 2: Fournir une assistance technique et un appui en matière de politiques aux gouvernements afin qu'ils puissent mettre en œuvre des programmes durables et pris en charge par les instances nationales

48. Dans les pays à faible revenu ou les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure stables, le PAM adoptera un rôle de catalyseur en répondant à la demande croissante de programmes de repas scolaires mis en œuvre et pris en charge par les instances nationales, émanant des gouvernements. Dans ces pays, il collaborera avec les gouvernements et les autorités infranationales afin de définir des objectifs nationaux et des stratégies viables de transition, assortis de calendriers précis, ce qui mènera à une diminution progressive du nombre de bénéficiaires des opérations du PAM et à une augmentation du nombre de ceux qu'aident les pouvoirs publics.
49. Les efforts qu'il a déployés pour mettre en place les repas scolaires à l'échelle mondiale, y compris par l'intermédiaire de la Coalition pour l'alimentation scolaire, ont permis de mobiliser une volonté politique, ce qui a entraîné une augmentation du montant des ressources financières nationales allouées aux repas scolaires, et ce, sur tous les continents, et un accroissement du nombre de pays dotés de politiques nationales dans ce domaine (voir la figure 2). Le PAM collaborera avec des partenaires, mettra à contribution son vaste réseau de pays et exploitera des atouts tels que le Centre d'excellence pour la lutte contre la faim qu'il a établi au Brésil pour apporter une assistance technique. L'appui qu'apporte le PAM sur le plan

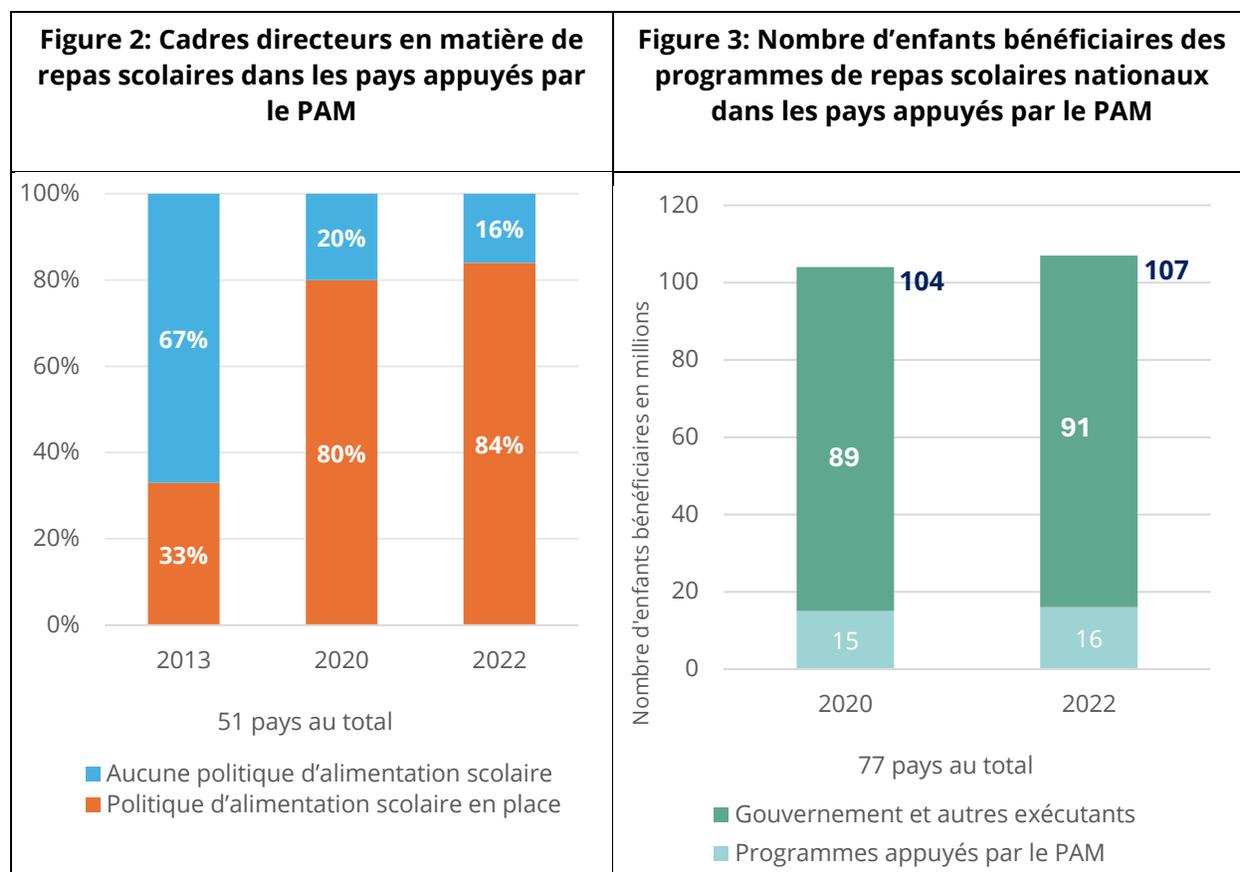
⁴⁷ Les quatre initiatives sont les suivantes: Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire, Initiative de financement durable de la santé et de la nutrition à l'école, Initiative concernant les données et le suivi, et initiative "Cities Feeding the Future".

technique et en matière de politiques a déjà permis d'améliorer la qualité de vie de 107 millions d'enfants scolarisés dans 77 pays (voir la figure 3)⁴⁸.

- Pour bien remplir ce rôle, il faut:
 - une diminution de l'assistance apportée directement par le PAM aux enfants dans les pays à faible revenu ou les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure stables, ce qui entraînera une réduction du nombre de ses bénéficiaires;
 - une augmentation du nombre d'enfants bénéficiant de programmes pris en charge, financés et mis en œuvre par les pays, et un accroissement des financements nationaux alloués à ces programmes;
 - une augmentation des ressources et du nombre de partenaires apportant aux gouvernements une assistance technique intégrée et de qualité.
- Pour cela, il faut faciliter des réorientations stratégiques majeures et l'acquisition de connaissances concernant:
 - *le développement des capacités du PAM en matière de renforcement des systèmes et d'élaboration des politiques en amont*: le PAM travaillera aux côtés de partenaires pour développer sa participation à la planification sectorielle, en tirant parti de l'accroissement de ses investissements consacrés aux travaux de recherche et aux partenariats avec des institutions universitaires pour fournir des avis fondés sur des éléments factuels relatifs à l'impact, à l'efficacité et à l'efficacéité et pour contribuer à la planification des politiques⁴⁹;
 - *le soutien apporté aux pays pour élargir leur marge de manœuvre budgétaire et leur accès à des sources de financement novatrices*: le PAM donnera aux partenaires la possibilité d'aider les pays à mettre au point des outils de calcul des coûts, de comptabilité et de budgétisation et des plans de financement viables et à long terme qui améliorent le rapport coût-efficacité et la durabilité et contribuent notamment à optimiser la chaîne d'approvisionnement. Il aidera les pays à étudier les possibilités de mobiliser des ressources financières intérieures et extérieures et appuiera les mécanismes tels que les conversions de créances, les financements mixtes et les cofinancements, afin de combler les déficits de financement;

⁴⁸ PAM. 2022. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*.

⁴⁹ "Synthèse des éléments factuels et des enseignements relatifs au renforcement des capacités des pays tirés des évaluations décentralisées" (WFP/EB.A/2021/7-C); PAM. 2020. *Strategic Evaluation of the Contribution of School Feeding Activities to the Achievement of the Sustainable Development Goals*.



Source: PAM. 2022. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*.

Rôle stratégique 3: Fournir un appui opérationnel direct dans les contextes où les moyens sont limités ou dans les pays touchés par un choc ou une crise

50. Dans les pays qui ont besoin d'un appui opérationnel, notamment ceux qui sont fragiles, manquent de moyens, sont en proie à un conflit ou subissent des phénomènes climatiques extrêmes ou d'autres chocs, ou qui sont exposés à de tels risques, le PAM mettra en œuvre des programmes de repas scolaires de qualité, dans le respect des principes humanitaires et compte tenu d'évaluations des besoins tenant compte du contexte et d'une analyse des interventions à mener. Il se fixera pour objectif d'accroître la couverture et la qualité de programmes ayant un bon rapport coût-efficacité dans le contexte considéré, afin d'aider le plus grand nombre possible d'enfants confrontés à des formes de discrimination intersectionnelles, tout en préparant le transfert des responsabilités aux autorités nationales. Il veillera à ce que des mesures de protection pertinentes soient en place, afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations en tant qu'acteur humanitaire et s'assurer que les enfants, les filles en particulier, ne sont pas exposés à des dangers ou à un risque de violence sexiste ou d'exploitation et d'atteintes sexuelles du fait de son personnel, de ses opérations ou de ses programmes.

➤ Pour bien remplir ce rôle, il faut:

- une augmentation du nombre d'enfants bénéficiaires du PAM dans ces contextes;
- une amélioration de la qualité, de l'efficacité et de l'intégration des programmes du PAM.

- Pour cela, il faut faciliter des réorientations stratégiques majeures et l'acquisition de connaissances concernant:
 - *l'articulation entre l'action humanitaire, le développement et la paix et le renforcement progressif des capacités nationales pour faciliter la prise en main des opérations relatives aux repas scolaires par les pouvoirs publics*: lorsqu'il fait face à des chocs, le PAM peut transposer à plus grande échelle des approches novatrices qui favorisent le relèvement et jettent les bases de futurs programmes de repas scolaires qui soient réactifs face aux chocs et pris en main par les pays eux-mêmes. Il peut intégrer des actions climatiques innovantes afin d'aider les pays en butte à des catastrophes climatiques à atténuer les risques connexes et à s'adapter aux effets des phénomènes météorologiques extrêmes. En fonction de la situation, le PAM peut travailler avec des partenaires pour assurer un ensemble d'interventions intégré et multisectoriel. Des approches relatives aux repas scolaires utilisant la production locale, qui contribuent à la préparation aux situations d'urgence et à la réduction des risques de catastrophe, peuvent être expérimentées et développées afin d'inciter les petits exploitants locaux, en particulier les femmes et les jeunes, à reprendre le travail agricole après un choc, favorisant ainsi un relèvement plus rapide. À la lumière des évaluations récentes, le PAM est conscient que les situations d'urgence peuvent nécessiter l'adoption d'une approche particulière, ce qui est susceptible d'avoir une incidence sur les objectifs et la conception des programmes (voir l'encadré).

Encadré: Les repas scolaires dans les situations d'urgence – enseignements tirés des évaluations

Des évaluations récentes ont fait apparaître que les situations d'urgence nécessitent l'adoption d'une approche particulière pour que les programmes de repas scolaires donnent les résultats escomptés. Les points suivants serviront de guide pour l'élaboration des politiques et des programmes du PAM dans les situations d'urgence:

- Lorsque des infrastructures sont endommagées et que l'accès à l'eau est limité, il arrive que les choix alimentaires se limitent à des en-cas ou à des aliments préemballés, plutôt que des repas à base de produits frais. Cela peut influencer également sur la possibilité pour les enfants de retourner à l'école et sur la date de ce retour, les filles risquant d'être absentes en raison des tâches domestiques non rémunérées à assumer ou en cas de mariage d'enfants, de mariage précoce ou de mariage forcé, et les garçons étant contraints de travailler ou étant enrôlés dans des groupes armés. Le PAM évaluera les arbitrages à effectuer entre la qualité, la quantité et les avantages nutritionnels des repas, le montant des transferts de revenus et le type d'assistance qui est envisageable d'un point de vue économique et logistique.
- Lorsque les capacités de production alimentaire sont compromises et en l'absence de marchés qui fonctionnent, il peut être difficile de se procurer des aliments localement. Le PAM décidera du modèle de mise en œuvre en fonction de facteurs tels que la faisabilité, le choix des modalités, le ciblage, les investissements nécessaires et les perturbations éventuelles de l'approvisionnement en vivres.
- Les programmes de repas scolaires peuvent offrir aux enfants un environnement sûr (permettant de réduire les risques de travail des enfants, d'exploitation ou d'atteintes sexuelles, de recrutement dans des groupes armés et de mariage forcé), mais il faut mettre ces avantages en matière de protection en balance avec d'autres risques. Par exemple, lorsque les enfants parcourent de longues distances pour se rendre dans leur établissement scolaire, ils sont exposés à des risques d'insécurité et de violence, ce qui pourrait dissuader les parents de les envoyer à l'école. En outre, l'entreposage de stocks de vivres dans les écoles est susceptible de faire de ces établissements des cibles, ce qui mettrait en péril les élèves et le personnel. Le PAM procédera à des analyses rigoureuses des questions relatives à la protection, aux conflits et à la problématique femmes-hommes.

- Les tensions existant au sein des populations déplacées contre leur gré, et avec les communautés hôtes, seront analysées pour s'assurer que les programmes de repas scolaires sont conçus dans une optique de cohésion sociale.

Sources: PAM. 2022. [School Feeding in Emergencies: a synthesis evaluation](#); PAM. Non daté. [The impact of school feeding in emergencies on nutrition, education, child protection, and social cohesion and peacebuilding: A global literature review. For the Evaluation Series on Emergency School Feeding in the Democratic Republic of Congo, Lebanon, Niger and Syria \(2015–2019\)](#) (non rendu public); PAM. 2021. [Strategic evaluation of the Contribution of School Feeding Activities to the Achievement of the Sustainable Development Goals](#); PAM. 2022. [Peace, Conflict and School Feeding: Technical Briefing Note](#) (non publiée); PAM. 2020. [La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020. Rapport spécial: L'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation scolaire dans le monde.](#)

5. Mise en œuvre de la politique: dispositifs institutionnels

51. L'évaluation stratégique des activités du PAM en matière d'alimentation scolaire conduite en 2021 a permis de confirmer que la stratégie en la matière, qui sera mise à jour autant que de besoin pour orienter la mise en œuvre de la présente politique, était largement consultée (tant en interne qu'à l'extérieur du PAM), robuste et axée sur l'action. Des stratégies régionales de mise en œuvre ont été établies et seront elles aussi modifiées autant que nécessaire pour faciliter l'application de la présente politique actualisée.

5.1. Approches novatrices en matière de partenariat

52. Fort du succès de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le PAM établira et maintiendra des relations stratégiques avec les parties prenantes qui présentent un intérêt particulier dans différents secteurs et aident les gouvernements à améliorer la santé et la nutrition en milieu scolaire, notamment, mais non exclusivement: la FAO, le FIDA, l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP et l'OMS; des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement; des partenaires sectoriels tels que le fonds Éducation sans délai et le Partenariat mondial pour l'éducation; le secteur privé et les organismes philanthropiques comme Dubai Cares, la Fondation Rockefeller et la Fondation Novo Nordisk; et des établissements universitaires, des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, comme World Vision, Save the Children et la Fondation mondiale pour la nutrition des enfants.

53. Adoptant une approche axée sur la demande, le PAM collaborera avec des partenaires pour: mettre en place une nouvelle plateforme d'assistance technique destinée à aider les gouvernements à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des cadres juridiques plus solides; à renforcer la coordination intersectorielle à de multiples niveaux; à concevoir, à mettre en œuvre et à superviser des programmes fondés sur des éléments factuels, utilisant la production locale et respectueux de la planète, qui appuient les filles et les garçons et leur donnent des moyens d'action, et qui soient équitables, inclusifs, culturellement adaptés et durables; à offrir un ensemble intégré de mesures d'appui à la santé et à la nutrition en milieu scolaire; et à anticiper les chocs, à s'y adapter et à apporter en temps utile une réponse efficace pendant et après ceux-ci. Le PAM continuera par ailleurs de soutenir la mutualisation du savoir-faire entre pays ainsi que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

5.2. Données, innovation numérique, recherche et direction éclairée

54. Le rapport phare du PAM sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* présente des données quantitatives et qualitatives et permet de suivre les progrès réalisés par la Coalition pour l'alimentation scolaire. Le PAM continuera d'en publier un tous les deux ans et gèrera également l'initiative concernant les données et le suivi relevant de la Coalition, qui consiste en une base de données mondiale sur les repas scolaires, contenant des indicateurs pour suivre les avancées, y compris le nouvel indicateur associé à l'ODD 4, relatif à la couverture des repas scolaires. Le PAM travaillera en partenariat avec la Coalition et d'autres organisations pour mettre au point des solutions novatrices, étoffer les connaissances disponibles et assurer le suivi des interventions visant à répondre aux besoins des enfants dans le cadre d'une démarche globale.
55. Le PAM collaborera avec le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire en vue de promouvoir des travaux de recherche indépendants et rigoureux sur l'efficacité des repas scolaires, ce afin d'améliorer les résultats multisectoriels obtenus, et il se joindra aux communautés de pratique du Consortium. Ces efforts devraient permettre d'étoffer la base d'éléments factuels sur les avantages apportés par les repas scolaires sur le plan du développement cognitif et de l'éducation, de la santé et de l'état nutritionnel des écoliers, de la protection sociale, et de l'agriculture et des systèmes alimentaires locaux. Les éléments factuels qui auront été produits et les bonnes pratiques étayées par de la documentation contribueront à éclairer les décisions de politique générale et faciliteront le partage des connaissances parmi les gouvernements et les institutions et entre eux.
56. En application de la politique de 2013 et en collaboration avec la Banque mondiale, l'outil d'évaluation nouvellement révisé "Healthy-SABER" continuera d'être impérativement utilisé pour tous les programmes de repas scolaires du PAM qui sont centrés sur l'assistance technique et le transfert de la responsabilité des activités aux autorités nationales. Les résultats obtenus grâce à l'utilisation de cet outil éclaireront l'élaboration des stratégies de transition et des plans relatifs à l'apport d'une assistance technique aux gouvernements. Dans les contextes de crise ou les situations de fragilité, l'utilisation de l'outil "Healthy SABER" dépendra de la présence d'un partenaire gouvernemental reconnu avec lequel réaliser conjointement l'évaluation. Le PAM veillera à ce que des stratégies de transition soient prévues et à ce que celles-ci tiennent compte des enseignements issus des évaluations et de l'expérience acquise antérieurement pour faire en sorte que la responsabilité des programmes de repas scolaires soit reprise durablement par les autorités nationales.
57. Conformément au projet global relatif aux assurances à donner et à l'engagement pris par le PAM au regard de l'innovation⁵⁰, le PAM améliorera la façon dont il contrôle la fréquentation scolaire et assure le suivi des repas servis, grâce à des données ventilées par sexe, par âge et par handicap, tout en gérant les stocks détenus dans les écoles pour les diverses modalités d'assistance. Il continuera également de mettre en place School Connect, un outil qui permet de suivre les données relatives aux programmes et de disposer en temps quasi réel de données provenant des opérations, et donc de prendre de meilleures décisions plus rapidement, et qui améliore les moyens de contrôle dont disposent les pays. Le PAM appuiera la mise en service de School Menu Planner PLUS⁵¹, un dispositif numérique créé pour aider les gouvernements à concevoir et à gérer des menus composés de produits nutritifs, achetés localement et d'un bon rapport coût-efficacité, grâce à la corrélation automatique des prix, des valeurs nutritives et des

⁵⁰ PAM. 2024. *Update on the Global Assurance Project*.

⁵¹ Voir la page web du PAM sur l'outil [School Menu Planner Plus](#).

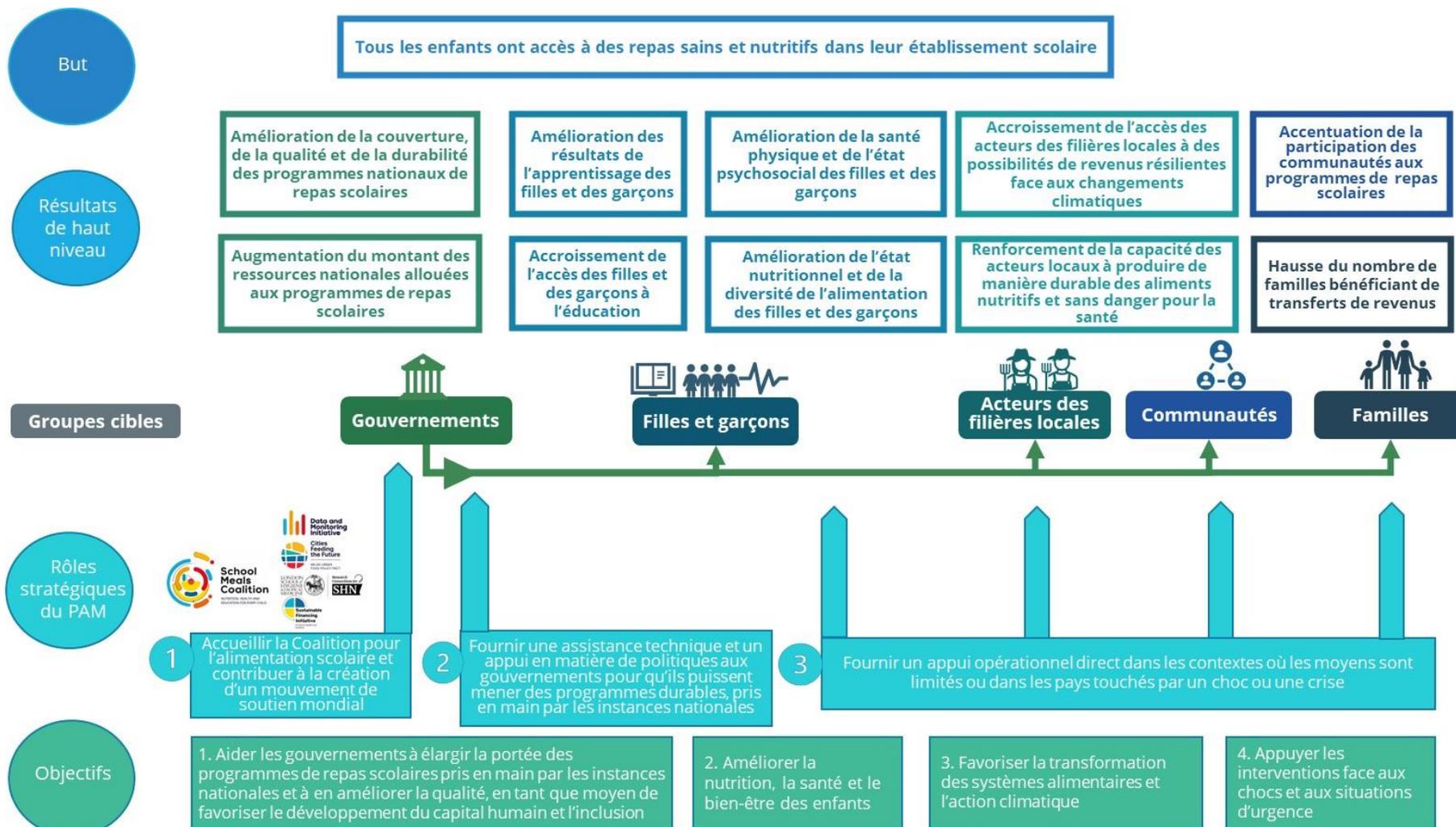
normes nationales en matière de nutrition au regard des produits disponibles localement. Ce dispositif favorise aussi la production locale et l'achat de produits frais pour les repas scolaires.

5.3. Théorie du changement, suivi et évaluation

58. La théorie du changement applicable à la présente politique révisée est exposée en annexe. Alors que la politique de 2013 évoquait l'obtention de résultats concernant les enfants et les institutions, la présente politique prend en compte cinq acteurs: les enfants, les familles, les communautés, les acteurs de la filière de l'alimentation scolaire et les gouvernements.
59. Pour suivre et mesurer les résultats qu'ont les repas scolaires sur les enfants en âge d'être scolarisés et sur l'écosystème au sens large, le PAM est déterminé à surveiller la qualité de ses programmes et à appuyer le renforcement des systèmes publics. Il utilisera son Cadre de résultats institutionnels pour 2022-2025 en ventilant les données par sexe, par âge et par handicap, et veillera à ce que les exigences minimales applicables au suivi soient respectées à tout moment. Le PAM facilitera également la mise en place de systèmes de suivi gouvernementaux à l'aide d'outils applicables aux programmes nationaux.
60. Pour chaque effet direct stratégique, le Cadre de résultats institutionnels définit des indicateurs obligatoires et des indicateurs facultatifs, qui servent de points de repère pour suivre l'efficacité et l'impact des activités relatives aux repas scolaires. Le PAM encouragera l'utilisation d'outils d'évaluation qualitatifs et quantitatifs pour mettre en évidence les liens existant entre les repas scolaires et les taux d'assiduité, en particulier des filles.
61. Au-delà du suivi, l'unité du Bureau de l'évaluation chargée des évaluations d'impact recueille des données sur les effets des repas scolaires. En 2021, un guichet d'évaluation de l'impact des programmes en milieu scolaire a été mis en service; il permet aux bureaux de pays de recevoir un appui pour procéder à des essais contrôlés, aléatoires et rigoureux afin de déterminer l'impact des programmes de repas scolaires sur les élèves, grâce à des données ventilées par sexe et par âge, sur les familles et sur les acteurs des filières, notamment les femmes et les jeunes.
62. La politique en matière de repas scolaires fera l'objet d'une évaluation indépendante destinée à en mesurer l'efficacité quatre à six ans après son approbation. Les résultats permettront d'éclairer la poursuite de la mise en œuvre et de déterminer si des mises à jour sont nécessaires.

ANNEXE

Théorie du changement



Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance